



## La Gestion sociale et urbaine de proximité : affaire de techniciens ou enjeu politique ?

À LA FIN des années 1990, face à la dégradation constante et rapide du cadre de vie sur de nombreux quartiers d'habitat social et malgré les dispositifs qui se sont succédés pour tenter d'y répondre, l'État s'inspirant notamment de l'expérience de la région lyonnaise proposait un nouvel angle d'approche : « Permettre à chaque citoyen d'accéder à la qualité de la ville, c'est-à-dire de pouvoir disposer de services urbains, publics ou privés, de proximité ou d'une mobilité pour y accéder, prétendre à la qualité de son logement et de son environnement et vivre dans un cadre de vie en toute sécurité<sup>1</sup> ».

Cette volonté originelle inspirée d'une intuition forte affirmait la prévalence du cadre de vie dans la construction d'un sentiment d'appartenance à la ville, composante de l'une des dimensions de la citoyenneté. La Gestion sociale et urbaine de proximité (GSUP) s'attachait, par des interventions sur la qualité du cadre de vie, à rapprocher les habitants des quartiers d'habitat social du droit à la ville auquel chacun peut prétendre. Ces démarches ont conduit à améliorer significativement le fonctionnement social et résidentiel des quartiers sur lesquels elles se sont développées. La propreté s'est améliorée, la réactivité des gestionnaires s'est accentuée, les habitants ont davantage été associés et les fossés entre acteurs de la gestion de la vie quotidienne se sont progressivement comblés.

Concomitamment au développement de la GSUP, de nombreuses interventions urbaines et patrimoniales s'engagent sur les quartiers d'habitat social. Avec les Oru (Opérations de renouvellement urbain) et les GPV (Grands projet de ville) dans un premier temps, puis le PNRU (Programme national de rénovation urbaine) dans un second temps, des interventions massives sont prévues. Elles semblent parfois vouloir pallier, idéologiquement en tout cas, les carences d'une politique de la ville jugée par trop sociale, chronophage, inefficace, bricoleuse et coûteuse.

Pour autant, près de dix ans après la parution de la circulaire, force est de constater que certains travers sont tenaces. Cinq ans après le lancement du PNRU, le comité d'évaluation ne dissimule pas son inquiétude. « La rénovation urbaine a d'abord été pensée comme une intervention sur le bâti, en minorant les questions sociales. Le rapport<sup>2</sup> fait état d'un déficit de gestion urbaine de proximité qui pourrait menacer les investissements de l'Anru<sup>3</sup> ».

Près de dix ans après la parution de la note de cadrage et un peu moins de vingt ans après les premières expériences lyonnaises, le CR•DSU a donc

souhaité prendre un temps pour analyser les pratiques en cours et les débats qui animent les acteurs de la GSUP.

Ce numéro un peu particulier s'articule autour de trois parties principales qui interrogent successivement l'évolution des contextes d'intervention de l'élaboration des démarches de GSUP, la modification des pratiques partenariales et notamment la relation avec les habitants, et enfin les évolutions organisationnelles nécessaires à l'amélioration de la qualité de la gestion des sites mais aussi et surtout à l'inscription dans le temps des avancées permises par la GSUP.

Pour introduire chacune de ces parties, nous avons choisi d'organiser une table ronde qui a réuni les représentants des principales composantes de la GSUP (élus et techniciens des villes, bailleurs et représentants d'habitants). Au cœur de ces débats et des articles qui suivent, une question de fond : comment capitaliser sur les réussites de ces dispositifs ? Quelles sont les conditions nécessaires à leur pérennité et leur inscription dans les politiques publiques ? Et une réponse en filigrane, le sentiment que cette sécularisation de la GSUP passe nécessairement par la reconnaissance du caractère stratégique et politique de son ou ses objets, pourtant par essence essentiellement techniques (propreté, éclairage, pour reprendre les termes de l'article du journal *Le Monde* précédemment cité).

Ce constat, les participants de notre table ronde l'ont partagé, reconnaissant toutefois qu'il était parfois plus facile de regarder le verre à moitié plein que celui à moitié vide. Il est vrai que les acteurs de la région Rhône-Alpes, au regard des nombreuses expériences qu'ils développent, pourraient se laisser aller à cette facilité. Il semble pourtant, si l'on en croit les auteurs de notre dernier article et les alertes du comité d'évaluation, que les évolutions à conduire soient encore nombreuses et nécessaires au regard de ce qui est en jeu, que ce soit au niveau patrimonial, social ou humain. Gageons que nous serons à la hauteur de nos intuitions de la fin des années 1990 et que nous saurons proposer de poursuivre les efforts engagés pour permettre à chacun de se sentir appartenir à cette communauté de futur qu'est la ville aujourd'hui. ■

**Cédric Van Styvendael**

1. Note de cadrage Div, DGUHC, USH, 1999. Elle précise les objectifs et le périmètre de la gestion urbaine de proximité pour ses signataires.

2. *Rénovation urbaine 2004-2008. Quels moyens pour quels résultats ?* Comité d'évaluation et de suivi de l'Anru. La Documentation française 12/2008, 148p.

3. Extrait de l'article « L'État ne tient pas ses promesses pour la rénovation des banlieues », *Le Monde*, 13 novembre 2008.